Classes en lutte et lutte des classes ?!

En décembre 2018, pendant près de trois semaines, en plein mouvement des gilets jaunes, le mouvement des lycéens a tenté de contester les réformes Blanquer et de réfléchir sur le non-avenir que leur promet la société française. La réponse du gouvernement, des autorités académiques et préfectorales à ces inquiétudes légitimes ? Des coups de matraques, des grenades lacrymogènes, des propos humiliants et des comparutions immédiates... Malgré la mobilisation de certain-es personnels du second degré et quelques un-es du premier degré, cela n'a pas été suffisant pour lancer un mouvement d'ampleur dans l'Education Nationale. Pourtant, face à l'ampleur des attaques, le mouvement peut reprendre : d'ores et déjà, **un appel intersyndical et national à la grève le 24 janvier a été lancé par les organisations SUD, CGT, FSU, SNES, SNCL et les organisations lycéennes la FIDL et l'UNL.**

Le mouvement Gilets Jaunes

Ce mouvement, qui est arrivé sans crier gare, vient de très loin, telle une lame de fond. Il porte des décennies d'exploitation, d'humiliation, d'exclusion et de violence sociales. Sur les rond points, dans les manifs et les ag, la présence importante des femmes en galère, de jeunes précaires, de retraité-e-s pauvres, d'handicapé-e-s discriminé-e-s…. est symptomatique. L'éventail politique des Gilets Jaunes ressemble à la population, large, très large. Et ce mouvement, pour toutes ces raisons, a surpris puis bousculé tout le monde : le gouvernement certes, mais aussi les partis politiques, les syndicats, les militant-e-s…

A Toulouse, le mouvement s'est rapidement politisé et les pratiques militantes se renforcent, ce qui a assez vite dépassé l'extrême droite. Les manifestant-es sont de plus en plus déterminé-es et cela crée un effet collectif très positif. De plus, en périphérie, il y a tout un tas d'actions de blocage en semaine difficile à rejoindre si nous ne sommes pas en grève.

Le paradoxe de la grève ? Jusqu'à présent, ce qui a fait la force de ce mouvement, c'est d'arriver à se mobiliser et être présent massivement sans être en grève, ce qui a pu surprendre les structures syndicales et le gouvernement. **Mais entrer en grève** est un moyen de participer au mouvement en se dégageant du temps. Le syndicat est un outil et il faut s'en servir !

Les syndicats interprofessionnels doivent déposer des préavis qui couvrent l'ensemble des travailleurs et travailleuses du privé et du public sans prendre la main sur l'organisation des Gilets Jaunes.

La réponse de l'État : toujours plus de violence policières

Depuis novembre la répression policière est sanglante et les discours politiques et médiatiques des dirigeants plein de mépris et de haine de classes face à « ces gueux ignorant-e-s » qui osent les défier. Le déploiement des forces de police est impressionnant, le nombre de grenades, tirs de flash ball, camions à eau, hélicoptères de surveillance… atteint des records face à ce mouvement qui dure et ne veut pas lacher ! Bien au contraire, la répression accentue la volonté de retourner dans la rue, la peur a changé de camp ! La matraque est la seule réponse que peut apporter ce gouvernement au service du capitalisme, face à un mouvement qui remet en question, à travers ces revendications, l'ensemble du système économique, politique, social sur lequel les élites dirigeantes pensaient être confortablement installées et pour longtemps !

Et l'éducation dans tout ça ?

L'Education Nationale :

- emploie 25% de précaires dans des conditions déplorables : non paiement des congés de juillet-août, contrat d'un an pour les AED au lieu de trois prévu par la loi, retard dans les paiements de salaire, retard dans la signature des contrats...
- n'a pas connu de réelles revalorisation générale des salaires depuis très longtemps (les 0,03 d'augmentation du point d'indice en 2016 après 6 ans de gel sont ridicules et le PPCR est une individualisation des parcours de carrière et de salaires)
- voudrait imposer un statut hiérarchique aux collègues directeur-trices dans les écoles et mettre à mal le conseil des maître-sses qui décide.
- contrôle les personnels via les visites des inspecteur-trices dans les classes de CP, le verrouillage idéologique des contenus des programmes du lycée et des menaces à peine voilées du ministère contre celles et ceux qui oseraient contester « l'école de la confiance et du pacte républicain » voulu par le ministre Blanquer.
- fait de l'institution scolaire une machine du tri scolaire et social par des évaluations permanentes (en CP-CE1, 6ème et 2nde) et la nouvelle mouture du BAC couplée à l'utilisation de Parcoursup.
- creuse les inégalités sociales et territoriales avec la fermeture de classes dans les zones rurales et de collèges dans les quartiers populaires
- supprime le bac au niveau national en mettant en place différentes offres de formation dans les lycées qui seront ainsi en concurrence.
- encourage la réussite individuelle, le mérite et « les premiers de cordées » si chers au président Macron !

Autant de constats et de refus qui peuvent rapprocher les travaileur-euse-s de l'Education Nationale du mouvement social des gilets jaunes...

Ce jeudi 17 janvier, suite à l'appel de la coordination des lycées en lutte contre la réforme Blanquer, des collègues de lycées seront en grève.

Ce jeudi 17 janvier également, Macron sera en visite à Toulouse, pour présenter ses vœux à Francazal.

Ce jeudi 17 janvier est bien un jour de mobilisations. Faisons nous entendre, soyons en grève !!

Sud éducation 31-65 appelle à la grève le jeudi 17 janvier 2019 !

RV à 14h devant l'usine Thales (route de seysses) pour participer à l'accueil de Macron !